

Pourquoi je ne voterai pas Mélenchon - Cinq divergences

mercredi 12 avril 2017, par [VIDAL Dominique](#) (Date de rédaction antérieure : 21 mars 2017).

En 2012, j'ai voté et appelé à voter pour Jean-Luc Mélenchon, candidat du Front de gauche à l'élection présidentielle. Cinq ans plus tard, je n'en ferai pas de même pour le leader de la France insoumise (FI). Je partage évidemment une bonne partie de son programme. Mais, au fil des dernières semaines, mes divergences avec ses prises de position n'ont cessé de s'approfondir.

La première, et de loin la plus importante, concerne le risque d'une victoire de Marine Le Pen. J'avoue ne pas bien comprendre si les Insoumis nient ce danger par conviction – parce qu'ils n'y croient vraiment pas – ou par tactique : l'admettre renforcerait il est vrai d'autant la pression en faveur de l'unité. Dans le premier cas, j'y vois une preuve d'aveuglement politique ; dans le second, une faute morale.

Ce qui me frappe, en tout cas, c'est que la plupart des politologues sérieux estiment que, si l'arrivée de l'extrême droite au pouvoir reste improbable, elle n'est plus exclue – pour la première fois depuis Vichy !

Et il me semble qu'ils ont raison, si l'on mesure bien la solidité du socle électoral du Front national (FN) : non seulement son score a fait un bond en avant, de 17,9 % lors de la présidentielle de 2012 à 26,3 % aux départementales de 2015, mais son caractère populaire s'est entre-temps considérablement affirmé (43 % des votes ouvriers, 36 % des employés et 36 % des personnes n'ayant pas le bac en 2015).

Or Marine Le Pen bénéficie en ce printemps d'un incroyable alignement des étoiles : la division de la gauche, la faiblesse sans précédent du candidat de la droite et la fragilité de celui du centre, la montée annoncée de l'abstention, le tout sur fond de colère sociale, de dégoût de la politique et de peur sans cesse alimentée des attentats comme des migrations suscités par les guerres de Syrie et d'Irak.

N'oublions pas enfin – et surtout – que la crise financière, économique et sociale se double d'une profonde crise d'alternative. La révolte contre la mondialisation néolibérale peut se porter à gauche, mais aussi à droite et à l'extrême droite. Faute d'un projet défendu par tous les progressistes, le risque est grand que la colère populaire se porte sur le bulletin Le Pen. Jusqu'à quel point, qui le sait ? Mais gare à la méthode Coué : qui a vu venir le Brexit et l'élection de Donald Trump ?

Jouer les autruches face au péril lepéniste, c'est aussi minimiser les risques du jour d'après. Le Pen, élue présidente, n'aura pas si facilement une majorité ? Certes, encore que les « lepéno-compatibles » pullulent chez les Républicains, mais aussi parmi les souverainistes de droite (genre Dupont-Aignan ou Asselineau), voire de gauche ayant viré leur cuti... Mais le malentendu concerne surtout la nature du FN : la « dédiablement » relève de l'arnaque de sommet, elle n'a en rien changé la nature du FN. Et il ne se passe guère de jour sans qu'un nouveau « cas » vienne rappeler

le tropisme néo-fasciste, sinon fasciste de maints cadres frontistes. Avec, en cas de chaos, la possibilité de tensions, voire de violences : jusqu'où pourrait aller l'escalade ?

Une fois escamoté le danger lepéniste, la hantise du vote utile disparaît. **Et la FI peut donner libre cours à ce qui motive ma deuxième divergence : son refus obstiné de l'union.** Mathématique et politique convergent pourtant indiscutablement : ni Mélenchon, ni Hamon n'ont la moindre chance d'arriver seuls au second tour de la présidentielle. Un accord entre eux – et avec les écologistes – s'impose donc d'urgence. Impossible ? Les positions très éloignées du Parti socialiste d'Epinay et du Parti communiste français ne les ont pas empêchés, dans les années 1970, de conclure le programme commun, ni, au début des années 1980, de gouverner ensemble – avec des résultats qui méritent évidemment un autre débat. Or, s'ils s'opposent encore sur certaines questions, les programmes de Mélenchon et de Hamon comportent des points communs essentiels.

À tel point que Manuel Valls, hommage du vice à la vertu, a qualifié l'orientation de son vainqueur de la primaire de « sectaire » pour mieux trahir sa promesse d'appeler à voter pour lui. Quand Mélenchon reprend à son compte la formule des « gauches irréconciliables » à propos de Benoît Hamon, qu'il n'espère pas dissimuler sa responsabilité – et bien sûr, celle du Parti socialiste (PS) – dans la victoire de la droite, voire de l'extrême droite ! À moins que le seul objectif de l'un soit seulement de dépasser l'autre au premier tour, et réciproquement ([1]).

Voilà qui m'amène à ma troisième divergence : le sectarisme de la France insoumise. Celui-ci cible le PS, mais aussi le Parti communiste français (PCF).

S'agissant du premier, Mélenchon n'a pas reculé devant le ridicule. Nul n'ignore que, frondeur, Benoît Hamon a été élu par 1,2 million d'hommes et de femmes de gauche pour « dégager » Manuel Valls et condamner le bilan du quinquennat de François Hollande. Tous deux ne font d'ailleurs pas mystère de leur préférence pour Emmanuel Macron. Qu'importe aux Insoumis : ils dénoncent contre toute raison le candidat issu de la primaire de gauche comme un pur « social-traître », qui plus est « solférinien »...

Pierre Laurent n'est guère mieux traité. Mélenchon l'a placé devant le fait accompli en présentant sa candidature sans jamais consulter ses partenaires de l'ex-Front de gauche. Curieux contempteur de la V^e République qui, pour lui-même, en exploite à fond les travers ! Et pourtant le secrétaire national du PCF a arraché – de justesse et en s'y prenant à deux fois – le soutien de ses camarades à Mélenchon. Ce qui n'a pas empêché ce dernier d'« humilier » les communistes : c'est le terme utilisé par la plupart d'entre eux, rencontrés dans les nombreuses conférences que je donne ici et là. Pareil traitement est humainement lamentable et politiquement contreproductif. Et, si Mélenchon n'a pas refusé les parrainages communistes, il semble vouloir opposer des insoumis aux sortants et aux candidats bien placés du Colonel Fabien. Voudrait-il parachever l'entreprise de destruction du PCF engagée avec le succès que l'on sait par François Mitterrand, qu'il admire tant ?

Ma quatrième divergence ne concerne pas telle ou telle dimension du programme insoumis, mais la tendance de Mélenchon à caresser dans le sens du poil l'électorat frontiste.

Sur l'immigration, le candidat vient de déclarer : « Le premier devoir est de tarir le flux et nous devons avoir comme mot d'ordre : chacun doit pouvoir vivre dans son pays, et cela est valable en Corrèze comme au Zambèze ([2]). » Aux travailleurs détachés, Mélenchon avait reproché de « voler le pain des Français » (sic). Ces propos reflètent une évolution globale sur l'immigration depuis le beau discours du Prado, en 2012, au point que le Nouveau parti anticapitaliste (NPA) dénonce le recours à la « rhétorique de l'extrême droite ([3]) ».

On savait le candidat très laïc, au sens où il s'adapte au consensus antireligieux – en fait surtout antimusulman – qui s'est progressivement imposé dans le pays depuis une quinzaine d'années. Ses déclarations contre les « prières de rue » en rappellent notamment d'autres. Mais il a sans doute franchi une ligne jaune décisive en jugeant « absolument légitime ([4]) » le refus, évidemment électoraliste, de Marine Le Pen, en visite à Beyrouth, de porter le voile pour rencontrer – à sa demande ! – le grand mufti du Liban. Et il en a profité pour concurrencer Caroline Fourest : le voile, assura-t-il tout en nuance, est « un signe de soumission ».

En matière économique et sociale, en revanche, c'est évidemment Marine Le Pen qui a « emprunté » au programme de Mélenchon afin de conforter son avance dans les couches populaires : abrogation de la loi Travail, retraite à 60 ans, nette augmentation du SMIC, revalorisation des revenus des fonctionnaires, hostilité aux privatisations, taxes sur les importations, séparation des banques de détail et des banques d'affaires, etc.

Mais sur l'Europe, c'est Mélenchon qui fait mouvement vers Le Pen. Officiellement, le leader de la France insoumise se prononçait simplement pour la renégociation des traités. Mais, après le Brexit, il endosse un slogan – « L'Europe, on la change ou on la quitte » – qui fleure bon le souverainisme d'extrême droite. Et, depuis, il laisse de plus en plus entendre qu'un Frexit le lui fait pas peur : à Rome, il a doublé son plan A (« sortie concertée des traités européens ») d'un plan B (« sortie unilatérale de la France »). Parmi ses interlocuteurs, outre la gauche plus ou moins radicale, figurait Fabio Castaldo, député européen du Mouvement des Cinq étoiles ([5]). Vous avez dit « populiste de gauche » ?

Ma cinquième et dernière divergence porte sur la Syrie. Pourquoi, me disent des amis, mettre en avant une question de politique extérieure dans une bataille politique essentiellement intérieure ? Il se trouve que je travaille depuis plus de trente ans, comme journaliste et comme historien, sur le Proche-Orient. J'attache donc naturellement beaucoup d'importance aux tragédies qui se déroulent là-bas. D'autant qu'en l'occurrence elles concernent directement la France et impactent sa situation.

Je sais que les thuriféraires de Jean-Luc Mélenchon se sont livrés à d'impressionnantes acrobaties verbales pour camoufler, sur ce point, les imprudences de leur « lider ». Il n'empêche : il suffit de regarder sur Internet deux émissions de télévision accessibles pour l'entendre affirmer en toutes lettres son soutien à l'intervention russe et même son refus de condamner les bombardements sur Alep ([6]).

Derrière ces déclarations, à mes yeux scandaleuses, se tapissent deux contresens majeurs, indignes d'un homme politique. D'une part, Mélenchon s'inspire d'une analyse révisionniste de la guerre civile syrienne, gommant la révolte populaire contre une des dictatures les plus sanglantes au profit d'un complot géopolitique impérialiste contre un des soi-disant derniers bastions anti-impérialistes et laïques. D'autre part, il surestime la continuité entre la Russie et l'URSS, négligeant le ressort principal de la politique de Vladimir Poutine : les intérêts à court terme d'un régime désireux de revenir en grand sur la scène internationale. C'est peut-être légitime, mais pas sur le dos du peuple syrien...

Reste à dire un mot du « climat » politique entourant cette année le candidat. Dans quelle mesure il en porte la responsabilité, difficile de le dire. Sur Facebook, en tout cas, ses « trolls » se lâchent : récitant le bréviaire « mélenchoniste », ils agressent quiconque le critique, ne reculant pas devant le mensonge et l'insulte. Plus le temps passe, et plus certains Insoumis – pas tous, bien sûr – y donnent l'impression d'une secte célébrant son gourou, convertissant les nouveaux venus à sa novlangue et exorcisant méchamment l'adversaire...

Non, décidément, je ne voterai pas pour Mélenchon... sauf s'il se met d'accord avec Hamon

et Jadot pour barrer la route à la droite et à l'extrême droite. Faute de quoi ces hommes politiques entrèrent tous dans l'histoire, mais côté poubelles !

[Pour ceux qui ne me connaîtraient pas, je précise d'où je parle : journaliste et historien, spécialiste du conflit israélo-palestinien auquel j'ai consacré de nombreux livres, j'ai collaboré successivement aux hebdomadaires communistes France nouvelle et Révolution, puis au quotidien La Croix et, depuis une trentaine d'années, au Monde diplomatique.]

[[1]] À chaque « troll » mélenchoniste, j'ai posé la même question : « Admettons que Mélenchon fasse 10-15 %. Et après ? Comment, exclu du second tour, fera-t-il barrage à la droite et à l'extrême droite ? » Aucun ne m'a répondu, et pour cause...

[[2]] Dépêche AFP, 14 mars 2017. C'est une référence au journaliste ultraréactionnaire Raymond Cartier, qui prônait « La Corrèze avant le Zambèze ». D'où le nom de « cartiérisme » donné à cette théorie.

[[3]] Le Figaro, 17 mars 2017.

[[4]] Libération, 23 février 2017.

[[5]] Le Monde, 10 mars 2017.

[[6]] « On n'est pas couchés », France 2, 20 février 2016 (à voir ici : <https://www.youtube.com/watch?v=1lydqUaJ9rk>) et « Mélenchon, l'homme qui allait à contre courant », France 3, 31 janvier 2017 (à voir là : <https://www.youtube.com/watch?v=9oDZiX2W5zM>).

* <https://blogs.mediapart.fr/dominique-vidal/blog/200317/pourquoi-je-ne-voterai-pas-melenchon>

A-t-on le droit de vouloir l'union Mélenchon-Hamon ?

Le billet que j'ai publié lundi, sous le titre « Pourquoi je ne voterai pas Mélenchon », a suscité de nombreuses réactions. Voici ma réponse, en bref.

Si le commentaire est libre, le commentaire du commentaire aussi. Ceux que j'ai lus – attentivement – toute la journée sur mon billet d'hier [voir ci-dessus] appellent plusieurs remarques.

D'abord, ils confirment l'intérêt de ce débat, qui a suscité un très grand nombre de réactions. Certaines convergent avec mon analyse. La majorité diverge. Quantité ne rime malheureusement pas toujours avec qualité. Certains « insoumis » semblent avoir perdu toute culture de débat démocratique : ils croient pouvoir remplacer les arguments par des invectives.

Je relève d'ailleurs quelques innovations dans ce domaine souvent répétitif : me voici transformé en « millepattes », en « porte-voix à cravate – moi qui n'en porte jamais – du porte-voix à cravate » ; je suis en « service commandé », cherchant à « alimenter (mon) fond de commerce » ; je défends mon « aspiration à la retraite » (j'y suis depuis sept ans) et à la « protection de (mon) patrimoine » (gigantesque)... Un complotiste me soupçonne même d'être un électeur de Sarkozy !

Mais le point commun le plus fréquent est de m'accuser de « rouler » pour Benoît Hamon. Je mets

évidemment au défi qui que ce soit de trouver sous ma plume un appel à voter pour Benoît Hamon – *a fortiori* pour Emmanuel Macron qui, à mes yeux, ne relève pas de la gauche, pour ne rien dire d'un Asselineau ripoliné par quelques messages...

Et pour cause : je tiens Hamon ET Mélenchon pour co-responsables de la division de la gauche. Pourquoi est-ce grave ? Parce que cette division, qui exclut la gauche du second tour, ouvre un boulevard à la droite, voire à l'extrême droite. Visiblement, la plupart des intervenants ne mesurent pas ce risque, voire le nient. Avaient-ils prévu le Brexit, l'élection de Trump ? Non, bien sûr. Mais ils constatent que les sondages donnent l'adversaire de Marine Le Pen vainqueur dans tous les cas de figure. Et eux qui ne croient pas aux sondages en déduisent qu'il n'y a pas péril en la demeure.

Je n'ai donc pas convaincu sur ce point. Et pourtant le FN, d'élection en élection, n'a cessé de progresser, dépassant les 26 % aux départementales de 2015. Une majorité relative d'ouvriers et d'employés non abstentionnistes le choisissent. Et 80 % de ses électeurs potentiels se disent déterminés, contre 60 % en moyenne pour l'ensemble des candidats. Or la gauche est désunie, Fillion affaibli, Macron fragile. Dans cette situation inédite, rien ne permet d'exclure un bond en avant de Marine Le Pen du premier au second tours. Nous vivons au temps de la revanche – à droite – des victimes de la mondialisation néolibérale.

Or la clé d'une bataille efficace contre la présidente du FN, c'est la capacité à lui disputer cet électorat populaire qu'elle a conquis depuis plusieurs années. François Fillion en est bien incapable, tant la nouvelle cure d'austérité qu'il propose est insupportable. Emmanuel Macron est à la peine, contraint à un va et vient permanent entre les deux ailes qu'il tente de fédérer. Seuls Benoît Hamon et Jean-Luc Mélenchon pourraient s'acquitter de cette tâche décisive... s'ils défendaient ensemble une véritable alternative de gauche, démocratique, sociale et écologique.

On l'a bien vu au cours du débat télévisé d'hier. La démagogie de Marine Le Pen a atteint de tels sommets qu'elle m'a fait irrésistiblement penser à cette vieille publicité pour une marque de biscuits, dans laquelle un certain « Monsieur Plus » bousculait les confiseurs afin d'y introduire plus de noisettes. A chaque question, « Madame Plus » ajoutait une promesse supplémentaire, financée par l'opération du Saint-Esprit. Basique mais redoutable, cette technique a désarçonné les candidats de la droite et du centre. Ceux de gauche auraient pu mieux la contrer... s'ils s'étaient concertés pour parler d'une seule voix.

Mais qu'allez-vous voter ?, me demandent certains correspondants. Pour l'instant, ce n'est pas la question que je me pose [1]. Mon espoir, c'est que l'exigence unitaire contraigne les deux leaders de gauche à se mettre d'accord. Je rappelle que 1,2 million d'électeurs ont choisi Hamon pour « dégager » Valls. Et, loin de céder à la pression de la droite socialiste, le vainqueur de la primaire a pris un « tournant à gauche » : Alexis Corbière a même parlé de « mélenchonisation ».

Allons, camarades, encore un effort ! Et la droite sera battue...

[1] Je rappelle qu'il y a d'autres candidats à gauche que Mélenchon et Hamon...

*

<https://blogs.mediapart.fr/dominique-vidal/blog/210317/t-le-droit-de-vouloir-l-union-melenchon-hamon>

P.-S.

* Le Club est l'espace de libre expression des abonnés de Mediapart. Ses contenus n'engagent pas la rédaction.